

A C C O R D

sur l'indemnisation par la Pologne des intérêts français touchés par la loi polonaise du 3 Janvier 1946 sur les nationalisations.

Le Gouvernement de la République Polonaise et le Gouvernement de la République Française, dans le but de fixer les modalités d'une indemnisation globale et forfaitaire des intérêts français touchés par la loi polonaise du 3 Janvier 1946 sur les nationalisations, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Le Gouvernement français agit au nom des ressortissants français - personnes physiques ou morales - désignés à l'article 4 ci-dessous.

Article 2.

Le présent Accord établit l'indemnité forfaitaire et totale due par la Pologne à l'occasion de la nationalisation des entreprises sises dans ses frontières actuelles, tous les intérêts français concernant lesdites entreprises étant de ce chef satisfaits.

Il est entendu que la nationalisation de ces entreprises porte exclusivement sur des biens situés dans les limites actuelles de la Pologne et n'affecte en rien l'existence des personnes morales auxquelles ces biens appartiennent, conformément à la loi du 3 Janvier 1946.

Article 3.

L'indemnisation des intérêts atteints par la loi de nationalisation du 3 Janvier 1946 et désignés à l'article 4 ci-dessous se fera au moyen de la livraison d'une quantité forfaitaire de charbon par le Gouvernement polonais entre les mains du Gouvernement français ou de tout organisme français désigné par lui, suivant les modalités fixées dans l'article 7.

Cette livraison aura effet libératoire pour le Gouvernement polonais, à l'égard des ayants-droits, et sous la condition de cette livraison, le Gouvernement français agissant au nom des ressortissants français garantit le Gouvernement polonais contre toutes réclamations de la part de ces derniers.

Le Gouvernement français déclare que les créanciers des personnes physiques et morales énumérées à l'article 4 seront indemnisés conformément aux dispositions des législations respectives en vigueur. Cependant cet engagement du Gouvernement français ainsi que les obligations des débiteurs ne s'étendent pas aux dettes nées après le désaisissement de leurs entreprises.

Ces mêmes personnes physiques et morales pourront poursuivre le recouvrement de leur créances en Pologne, conformément à la législation en vigueur, sur les personnes privées, exception faite des établissements et entreprises de toutes sortes appartenant à l'Etat et aux communes.

Article 4.

Par le versement de ce forfait global seront considérées comme réglées toutes indemnités de nationalisation dues:

- a/ aux personnes physiques de nationalité française,
- b/ aux sociétés françaises,
- c/ aux sociétés sous contrôle français,
- d/ aux personnes physiques ou morales françaises ayant des participations même minoritaires dans toutes les autres sociétés ou sous autre contrôle.

Toutefois, le Gouvernement français n'aura à indemniser à aucun titre les actionnaires polonais des sociétés françaises ou sous contrôle français.

Sont de même considérées comme réglées les indemnités dues :

1/ A la Compagnie franco-polonaise des Chemins de fer au titre de la reprise de la concession, de même que des éléments d'actif nationalisés, mais à l'exclusion des dettes de cette compagnie garanties par l'Etat polonais;

2/ A l'International Ship Building Company de Gdańsk pour la part française dans cette entreprise et concession;

3/ A la Société SKARBOFERM pour la suppression définitive de la concession;

4/ A la Société HOHENLOHE /Zakłady Hohenlohe Sp. Akc./ pour la participation française dans cette entreprise et tous autres droits français.

Article 5.

La répartition de l'indemnité globale forfaitaire entre les intéressés relève de la seule compétence du Gouvernement français.

Article 6.

L'indemnité globale forfaitaire est fixée à une quantité de 3.800.000 tonnes /trois millions huit cent mille/ de charbon flambant, FOB ports polonais, dont 72% de charbon flambant au-dessus de 30 mm et 28% de 10 à 30 mm.

Les qualités à fournir et les conditions de livraison pourront être modifiées d'année en année avec l'accord des deux Parties pourvu que le charbon livré représente tous les ans, FOB ports polonais, l'équivalent en valeur du charbon à fournir au cours de l'année en question et mentionné ci-dessous.

La quantité globale représentant tout l'indemnité à payer par le Gouvernement polonais sera livrée comme suit:

a/ Supposant l'ouverture par la France en 1948 des crédits prévus dans les accords et protocoles signés concurremment avec la présente convention et utilisables par la Pologne pour une somme correspondante actuellement à la valeur d'un million de tonnes, la livraison de deux millions de tonnes aura lieu conformément au tableau ci-dessous:

<u>Années</u>	<u>Milliers de tonnes de charbon:</u>	
	<u>/au-dessus de 30 mm/</u>	<u>/de 10 à 30 mm/</u>
1951	96	37
1952	96	37
1953	96	37
1954	96	37
1955	96	37
1956	144	36
1957	144	56
1958	144	56
1959	144	56
1960	144	56
1961	48	19
1962	48	19
1963	48	19
1964	48	19
1965	48	19
	<u>1440</u>	<u>560</u>

b/ De nouvelles négociations auront lieu dès que possible entre les deux Gouvernements en vue de permettre la livraison des 1,8 million de tonnes restant, en contrepartie de facilités de paiement supplémentaires, analogues à celles accordées ci-dessus, c'est-à-dire correspondant à la valeur de 50% de ces 1,8 million de tonnes.

Toutes les livraisons annuelles devront être prévues dans les plans futurs d'importation du charbon polonais en France.

Article 7.

Pour faciliter la mobilisation de l'indemnité due aux intéressés, le Gouvernement polonais émettra, dans un délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord, les titres libellés en quantité de charbon conformément à l'Article 6.

Ces titres seront remis à l'organisme désigné par le Gouvernement français dès leur émission et seront restitués au Gouvernement polonais au prorata des livraisons effectuées à titre du présent accord.

Article 8.

Un tableau annexé à la présente Convention énumérera les entreprises connues à ce jour et visées par l'Article 4, 1er alinéa du présent Accord.

Cette énumération n'a qu'une valeur indicative et ne modifie en rien les principes énoncés à l'Article 2 et à l'Article 4, alinéas 1 et 3.

Article 9.

Les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord seront soumis, à l'initiative de la partie la plus diligente, à un organisme paritaire de conciliation composé en nombre égal d'un ou de plusieurs membres polonais et de un ou plusieurs membres français.

Si l'organisme paritaire de conciliation n'arrive pas à un accord, les deux Gouvernements examineront le litige en vue de trouver une solution satisfaisante pour les deux Parties. Les deux Gouvernements désigneront, si cette solution ne pouvait pas être trouvée une Commission d'arbitrage composée d'un délégué de chaque Partie et d'un surarbitre. Le surarbitre qui ne peut être ni sujet polonais ni sujet français sera coopté, d'un commun accord, par les deux délégués.

Article 10.

La date d'entrée en vigueur du présent Accord sera celle de la signature du contrat détaillé sur la base du protocole concernant la fourniture de biens d'équipement français en contrepartie de charbon polonais.

Fait à Paris, le 19 mars 1948, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement français: Pour le Gouvernement polonais

/-/ Hervé Alphand

/-/ Adam Rose

Układ

dotyczący udzielenia przez Polskę odszkodowania dla interesów francuskich, dotkniętych przez ustawę polską z dnia 3 stycznia 1946r. o nacjonalizacji.

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej i Rząd Republiki Francuskiej, pragnąc ustalić sposób globalnego ryczałtowego odszkodowania interesów francuskich, dotkniętych przez ustawę polską o nacjonalizacji, postanowiły co następuje:

Artykuł 1

Rząd francuski występuje w imieniu obywateli francuskich - osób fizycznych i prawnych - wyszczególnionych poniżej w art.4.

Artykuł 2

Niniejsza umowa ustala ryczałtowe globalne odszkodowanie, jakie Polska winna jest Francji z racji nacjonalizacji przedsiębiorstw, mających siedzibę w obrębie obecnych granic polskich, przy czym wszelkie interesy francuskie, dotyczące wymienionych przedsiębiorstw, zostają z tego tytułu zaspokojone.

Uzgodni ono, że nacjonalizacja tych przedsiębiorstw dotyczy wyłącznie majątku położonego w obrębie obecnych granic Polski i nie dotyka w niczym egzystencji osób prawnych, do których majątek ten należy zgodnie z ustawą z dnia 3 stycznia 1946 roku.

Artykuł 3

Odszkodowanie za interesy, dotknięte przez ustawę o nacjonalizacji z dnia 3 stycznia 1946r. i wyszczególnione poniżej w artykule 4, dokonane będzie za pomocą dostaw ryczałtowej ilości węgla przez Polskę na ręce Rządu francuskiego lub instytucji francuskiej, wskazanej przez Rząd, zgodnie z trybem ustalonym w artykule 7.

Dostawa ta będzie miała dla Rządu Polskiego skutek zwalniający w stosunku do stron uprawnionych, oraz pod warunkiem tej dostawy, Rząd francuski działający w imieniu obywateli francuskich, zabezpiecza Rząd Polski przed wszelkimi pretensjami ze strony tych ostatnich.

Rząd francuski oświadcza, że wierzyciele osób fizycznych i prawnych, wymienionych w artykule 4, otrzymają odszkodowanie zgodnie z postanowieniami odnośnego obowiązującego ustawodawstwa. Jednakże zobowiązanie to Rządu francuskiego, również jak zobowiązanie dłużników, nie dotyczy długów powstałych po zajęciu ich przedsiębiorstw.

Te same osoby fizyczne i prawne będą mogły dochodzić pokrycia swych wierzytelności w Polsce, zgodnie z obowiązującym ustawodawstwem, na osobach prywatnych, z wyjątkiem wszelkiego rodzaju zakładów i przedsiębiorstw należących do państwa, lub komunalnych.

Artykuł 4

Przez przelew tego ogólnego ryczałtu uważane będą za uregulowane wszelkie odszkodowania za nacjonalizację, należne:

- a/ osobom fizycznym narodowości francuskiej,
- b/ towarzystwom francuskim,
- c/ towarzystwom pod kontrolą francuską,
- d/ francuskim osobom fizycznym lub prawnym, mającym nawet mniejszość udziałów we wszystkich innych towarzystwach lub będących pod ich kontrolą.

W każdym razie Rząd francuski nie będzie obowiązany do udzielania odszkodowań z żadnego tytułu akcjonariuszom polskim towarzystw francuskich lub będących pod kontrolą francuską.

Za uregulowane uważane będą również odszkodowania należne:

- 1/ Francusko-Polskiemu Towarzystwu Kolei Żelaznych z tytułu koncesji, jak również części składowych aktywów znacjonalizowanych lecz z wyłączeniem długów tego towarzystwa, poręczonych przez Państwo Polskie,
- 2/ Towarzystwu "International Ship Building Company de Gdańsk" za francuski udział w tych przedsiębiorstwach i koncesję,
- 3/ Towarzystwu "Skarboferm" za ostateczne unieważnienie koncesji,
- 4/ Towarzystwu Hohenlohe /Zakłady Hohenlohe S.A./ za udział francuski w tym przedsiębiorstwie i wszystkie inne uprawnienia francuskie.

Artykuł 5

Repartycja ryczałtowego odszkodowania globalnego między zainteresowane strony, leży w wyłącznej kompetencji Rządu francuskiego.

Artykuł 6

Ryczałtowe odszkodowanie globalne ustalone na ilość 3.800.000 ton /trzy miliony osiemset tysięcy ton/ węgla płomiennego f.c.b. porty polskie, w tym 72% węgla płomiennego powyżej 30 mm i 28% od 10 do 30 mm.

Gatunki, jakie mają być dostarczone, oraz warunki dostawy będą mogły być zmienione z roku na rok za zgodą obu stron, z tym zastrzeżeniem, że dostarczony węgiel stanowi we wszystkich latach, fob porty polskie, równowartość wartości węgla, jaki ma być dostarczony w ciągu odnośnego roku, wymienionego poniżej.

Globalna ilość, przedstawiająca całe odszkodowanie, jakie ma być zapłacone przez Rząd Polski będzie dostarczoną w sposób następujący:

a/ Przypuszczając otwarcie przez Francję w 1948r. kredytów przewidzianych w umowach i protokółach, podpisanych razem z niniejszą Umową i wykorzystywanych przez Polskę na sumę, odpowiadającą obecnie wartości jednego miliona ton, dostawa 2 mil. ton odbędzie się według poniższej tablicy:

<u>Data</u>	<u>Tysiące ton węgla</u>	
	<u>/powyżej 30 mm/</u>	<u>/od 10 do 30 mm/</u>
1951	96	37
1952	96	37
1953	96	37
1954	96	37
1955	96	37
1956	144	56
1957	144	56
1958	144	56
1959	144	56
1960	144	56
1961	48	19
1962	48	19
1963	48	19
1964	48	19
1965	48	19
	<u>1440</u>	<u>560</u>

b/ Nowe rokowania nastąpią jak tylko to będzie możliwe między obu Rządami celem pozwolenia na dostawę pozostałych 1,8 miliona ton jako odpowiednika za dodatkowe ulgi w płatnościach, analogicznie do przyznanych powyżej tj. odpowiadające 50% tych 1,8 miliona ton.

Wszystkie dostawy roczne będą musiały być przewidziane w przyszłych planach importu węgla do Francji.

Artykuł 7

Dla ułatwienia uruchomienia odszkodowania, należnego stronom zainteresowanym, Rząd Polski emituje w ciągu trzech miesięcy następujących po wejściu w życie umowy, obligacje opiewające na ilość węgla wymienioną w art.6.

Dokumenty te zostaną przekazane instytucji, wyznaczonej przez Rząd francuski, natychmiast po ich emisji i będą zwracane Rządowi polskiemu w miarę dokonywanych dostaw z tytułu niniejszej Umowy.

Artykuł 8

Tablica załączona do niniejszej Umowy, wylicza przedsiębiorstwa, wiadome do dnia dzisiejszego i wyliczone w art.4, pierwszy ustęp niniejszej umowy.

To wyliczenie ma tylko wartość orientacyjną i nie zmienia w niczym zasad, wymienionych w art. 2 i art. 4, ustęp 1 i 3.

Artykuł 9

Spory, dotyczące interpretacji lub zastosowania niniejszej umowy poddawane będą do rozpatrzenia - na wniosek strony najdokładniejszej i najszybciej działającej - instytucji rozjemczej, złożonej w równej liczbie z jednego lub kilku członków polskich i jednego lub kilku członków francuskich.

Jeżeli instytucja rozjemcza złożona z równej liczby członków nie dojdzie do porozumienia, oba Rządy zbadają sprawę sporną celem znalezienia rozwiązania zadawalniającego dla obu stron. Oba Rządy powołają - o ile nie będzie można znaleźć rozwiązania - Komisję Arbitrażową, złożoną z jednego delegata z każdej strony i jednego superarbitra. Superarbiter, którym nie może być ani obywatel polski ani obywatel francuski, będzie dokooptowany, za wspólną zgodą, przez obu delegatów.

Artykuł 10

Data wejścia w życie niniejszej umowy będzie data podpisania szczegółowego kontraktu na podstawie protokołu, dotyczącego dostawy francuskich dóbr wyposażeniowych jako odpowiednika za węgiel polski.

Sporządzono w Paryżu w dn. 19 marca 1948 r. w dwóch egzemplarzach.

Za Rząd francuski

/-/ Hervé Alphand

Za Rząd polski

/-/ Adam Rose

UZUPEŁNIENIE

do Układu z dnia 19 marca 1948 r. dotyczącego odszkodowania przez Polskę interesów francuskich dotkniętych przez ustawę polską z dnia 3 stycznia 1946 r. o nacjonalizacji.

Rząd Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej i Rząd Republiki Francuskiej, w celu wykonania artykułu VI ustęp b/ Układu z dnia 19 marca 1948 r., dotyczącego odszkodowania przez Polskę interesów francuskich dotkniętych przez ustawę polską z dnia 3 stycznia 1946 r. o nacjonalizacji i ustępu 2 Uzupełnienia z dnia 25 listopada 1954 r. do tego Układu, uzgodniły, co następuje:

Artykuł I

Postanowienia Układu z dnia 19 marca 1948 r. a także Uzupełnienia z dnia 25 listopada 1954 r., określonych wyżej, będą stosowane bez zmiany do dnia 31 grudnia 1966 r.

W wyniku wykonania postanowień artykułu VI tego Układu i ustępu 2 Uzupełnienia z dnia 25 listopada 1954 r. zostanie dostarczone do dnia 31 grudnia 1966 r. 2.056.000 ton węgla.

Artykuł II

Począwszy od dnia 1 stycznia 1967 r. Układ z dnia 19 marca 1948 r. będzie nadal stosowany z uwzględnieniem postanowień określonych w następujących artykułach.

Artykuł III

Ilość węgla, która ma być dostarczona na poczet transzy, przewidzianej w artykule VI ustęp b/ Układu z dnia 19 marca 1948 r., to jest 1.744.000 ton, zostanie dostarczona w gatunkach węgla określonych w artykule VI wyżej wymienionego Układu i zgodnie z artykułem IV niniejszego Uzupełnienia.

Artykuł IV

Całkowita ilość 1.744.000 ton węgla, przewidziana wyżej w artykule III, będzie dostarczona w rocznych partiach po 50.000 ton, 75.000 ton, 100.000 ton lub 125.000 ton, w zależności od wartości zakupów towarów dokonanych przez Francję w Polsce, na następujących warunkach:

<u>a/ Wartość zakupów francuskich w Polsce</u>	<u>Tonaż węgla, który ma być dostarczony do Francji</u>
przy równowartości we frankach	
powyżej 12 milionów dolarów /USA/ -	50.000 ton
powyżej 16 milionów dolarów /USA/ -	75.000 ton
powyżej 20 milionów dolarów /USA/ -	100.000 ton
powyżej 24 milionów dolarów /USA/ -	125.000 ton

Kwota zakupów francuskich w Polsce, przekraczająca w ciągu roku limit bezpośrednio niższy, będzie automatycznie dodana do cyfry zakupów francuskich w Polsce dokonanych w roku następnym, jeśli te zakupy osiągną lub przekroczą równowartość we frankach, 12 milionów dolarów.

W przeciwnym przypadku nadwyżki te zostaną przeniesione na najbliższy rok, w którym warunek ten zostanie spełniony.

b/ Ilość węgla, który ma być dostarczony do Francji co roku, będzie określona na podstawie wartości towarów zakupionych w Polsce w ciągu poprzedniego roku kalendarzowego z uwzględnieniem postanowień przewidzianych wyżej w ustępie a/.

c/ Wartość towarów zakupionych w Polsce będzie określona stosownie do postanowień uzgodnionych między obu Rządami.

d/ W przypadku wydania przepisów walutowych, mogących mieć wpływ na ustalenie kwoty wartości zakupów francuskich w Polsce, rozważenie wprowadzenia koniecznych poprawek będzie powierzone Komisji dwustronnej.

Artykuł V

Rząd Francuski dostarczy Rządowi Polskiemu szczegółową listę roszczeń francuskich, których odszkodowanie jest przewidziane Układem z dnia 19 marca 1948 r. i Protokołem jego wykonania z dnia 7 września 1951 r.

Artykuł VI

Skoro całość węgla zostanie dostarczona, Rząd Francuski przekaże Rządowi Polskiemu tytuły reprezentujące francuskie mienie, prawa i interesy odszkodowane w wykonaniu Układu z dnia 19 marca 1948 r. i Protokołu jego wykonania z dnia 7 września 1951 r.

W przypadku, kiedy Rząd Francuski nie będzie w możności dostarczenia tych tytułów, Rząd Polski otrzyma odpowiednie dokumenty zwalniające, podpisane przez uprawnionych.

Artykuł VII

Uzupełnienie niniejsze wchodzi w życie z dniem podpisania.

Sporządzono w Warszawie, dnia 30 listopada 1963 r. w dwóch egzemplarzach, w języku francuskim i polskim, przy czym oba teksty mają jednakową moc obowiązującą.

z upoważnienia
Rządu Polskiej Rzeczypospolitej
Ludowej

/-/ J. Wyżnikiewicz

z upoważnienia
Rządu Republiki Francuskiej

/-/ Jacques Fouchet

A V E N A N T

à l'accord du 19 Mars 1948 sur l'indemnisation par la Pologne des intérêts français touchés par la loi polonaise du 3 Janvier 1946 sur les nationalisations.

Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne et le Gouvernement de la République Française, en vue d'appliquer l'article VI, alinéa /b/ de l'Accord du 19 Mars 1948 sur l'indemnisation par la Pologne des intérêts français touchés par la loi polonaise du 3 Janvier 1946 sur les nationalisations et l'article 2 de l'Avenant du 25 Novembre 1954 à cet Accord, sont convenus de ce qui suit :

Article I

Les dispositions de l'Accord du 19 Mars 1948 et celles de l'Avenant du 25 Novembre 1954 visés ci-dessus seront appliquées sans changement jusqu'au 31 Décembre 1966. En conséquence, par application de l'article VI de cet Accord et de l'alinéa 2 de l'Avenant du 25 Novembre 1954, il aura été livré au 31 Décembre 1966, 2.056.000 tonnes de charbon.

Article II

A partir du 1 Janvier 1967, l'Accord du 19 Mars 1948 continuera à être exécuté en tenant compte des dispositions fixées dans les articles suivants.

Article III

Le tonnage de charbon restant à livrer sur la tranche prévue à l'article VI, alinéa /b/ de l'Accord du 19 Mars 1948, soit 1.744.000 tonnes, sera fourni en des qualités de charbon définies dans l'article VI de l'Accord précité et conformément à l'article IV du présent Avenant.

Article IV

Le total des 1.744.000 tonnes de charbon visées à l'article III ci-dessus, sera livré par tranches annuelles de 50.000 tonnes, 75.000 tonnes, 100.000 tonnes ou 125.000 tonnes, en fonction de la valeur des achats de marchandises effectués en Pologne par la France et selon les modalités suivantes:

a/ Valeur des achats français en Pologne	Tonnage de charbon à livrer à la France
---	--

au-dessus de la
contre-valeur

en francs de 12 millions \$ /USA/	50.000 tonnes
" de 16 millions \$ "	75.000 "
de 20 millions \$ "	100.000 "
de 24 millions \$ "	125.000 "

Le montant des achats français en Pologne dépassant au cours d'une année le palier qui lui est immédiatement inférieur sera automatiquement ajouté au chiffre des achats français en Pologne effectués l'année suivante, si ces achats atteignent ou dépassent la contre-valeur en francs de 12 millions de dollars.

Dans le cas contraire le surplus sera reporté sur la première année où cette condition sera remplie.

b/ le tonnage de charbon à livrer à la France pour une année sera déterminé sur la base de la valeur des marchandises achetées à la Pologne au cours de l'année civile précédente et en tenant compte des dispositions prévues à l'alinéa /a/ ci-dessus,

- c/ la valeur des marchandises achetées à la Pologne sera fixée selon des dispositions convenues entre les deux Gouvernements;
- d/ en cas de mesures monétaires susceptibles d'avoir des répercussions sur le montant en valeur des achats français en Pologne, une Commission bilatérale sera chargée d'étudier les ajustements nécessaires.

Article V

Le Gouvernement Français fournira au Gouvernement Polonais la liste détaillée des créances françaises dont l'indemnisation est prévue à l'Accord du 19 Mars 1948 et son Protocole d'application du 7 Septembre 1951.

Article VI

Lorsque la totalité du charbon aura été livrée, le Gouvernement Français remettra au Gouvernement Polonais les titres représentatifs des biens, droits et intérêts français indemnisés en exécution de l'Accord du 19 Mars 1948 et de son Protocole du 7 Septembre 1951.

Au cas où le Gouvernement Français n'aurait pas la possibilité de fournir ces titres, le Gouvernement Polonais recevra des documents libératoires appropriés, signés par les ayants-droits.

Article VII

Le présent Avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Varsovie le 30 Novembre 1963, en deux exemplaires, en langues française et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République Populaire de
Pologne

Pour le Gouvernement de la
République Française

/-/ J. Wyżnikiewicz

/-/ Jacques Fouchet

UKŁAD

między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Republiki Francuskiej w sprawie zaspokojenia przez Polskę francuskich roszczeń finansowych, zawarty w Paryżu dnia 7 września 1951 r.

W celu wzmożenia wzajemnych stosunków gospodarczych między Polską a Francją i pragnąc zaspokoić całkowicie i ostatecznie roszczenia francuskie w stosunku do Polski, Rząd Rzeczypospolitej Polskiej i Rząd Republiki Francuskiej postanawiają zgodnie co następuje:

Artykuł I.

Kwota 4.200.000.000 fr.fr. /cztery miliardy dwieście milionów franków francuskich/ stanowi ryczałt zaspokajający całkowicie, ostatecznie i tak, jak to określa niniejszy układ roszczenia francuskie do Rządu Polskiego, przedsiębiorstw państwowych i osób prawnych polskiego prawa publicznego, powstałe przed wojną 1939-45 lub wynikające z umów zawartych w czasie tej wojny albo oparte na tytułach emitowanych przed 1 września 1939 r. i wymienione poniżej.

Ta kwota 4.200.000.000 franków dzieli się jak następuje:

A/ - 1.008.000.000 fr.fr. za roszczenia wynikające z wszelkich zobowiązań finansowych Państwa Polskiego w stosunku do Skarbu Francuskiego, zaciągniętych przed lub podczas wojny 1939-1945.

B/ - 2.604.000.000 fr.fr. za wszystkie roszczenia wynikające:

a/ z następujących obligacji emitowanych lub gwarantowanych przez Państwo Polskie:

- Obligacji pożyczki 4 1/2 % /dawniej 7%/ z 1927 r. /pożyczka stabilizacyjna/ serii "C" opatrzonej czerwonym nadrukiem "tranche française",
- Obligacji 7% z 1930 r. Banku Gospodarstwa Krajowego transzy francuskiej, datowanych 1 kwietnia 1930 r. II emisji "S",
- Obligacji 4 1/2 % /dawniej 6 1/2 %/ z 1931 r. Compagnie franco-polonaise de chemins de fer;

b/ z następujących obligacji:

- Obligacji 4 1/2 % z 1931 r. miasta Warszawy, transzy francuskiej datowanych 1 czerwca 1931 r.,
- Listów zastawnych 6% z 1929 r. Towarzystwa Kredytowego Warszawskiego, transzy francuskiej, datowanych 15 stycznia 1929 r.;

c/ z wszystkich obligacji emitowanych lub gwarantowanych przez Skarb Państwa Polskiego, przez przedsiębiorstwa państwowe lub przez osoby prawne polskiego prawa publicznego, innych niż obligacje wymienione powyżej w punktach a/ i b/, a które należą do francuskich osób fizycznych lub prawnych w dniu podpisania niniejszego układu.

C/ - 588.000.000 fr .fr . za wszystkie roszczenia francuskich osób fizycznych lub prawnych w stosunku do Państwa Polskiego, przedsiębiorstw państwowych i instytucji polskiego prawa publicznego, wynikające z dostaw towarów lub robót, albo umów zaliczkowych zawartych przed 1 września 1939 r.

Koszty dotyczące zaspokojenia roszczeń, jak również dotyczące uprzedniej obsługi obligacji wymienionych w paragrafie B, włączone są do podanego wyżej ryczałtu.

Odsetki od tych roszczeń tak zapadłe jak i mające zapaść w przyszłości są i pozostaną anulowane.

Artykuł 2.

Rząd Polski zapłaci a Rząd Francuski przyjmie kwotę ustaloną w artykule I w drodze półrocznych wpłat uzyskanych z potrąceń, dokonywanych z należności uiszczanych z tytułu importu francuskiego, realizowanego w ramach układu polsko-francuskiego o wymianie towarowej, obowiązującego w chwili dokonywania potrącenia.

Po całkowitej zapłacie kwoty ryczałtowej wszystkie roszczenia wymienione w artykule I będą w zupełności i ostatecznie umorzone.

Każda wpłata półroczna będzie przeznaczona :

- w 24% na spłacenie kwoty określonej w artykule I paragraf A,
- w 62% na spłacenie kwoty określonej w artykule I paragraf B,
- w 14% na spłacenie kwoty określonej w artykule I paragraf C.

Stawka i tryb dokonywania potrąceń zostaną ustalone w drodze porozumienia pomiędzy obydwojma Rządami.

Artykuł 3.

Warunki zaspokojenia roszczeń posiadaczy tytułów wymienionych w artykule I paragraf B będą szczegółowo określone w obwieszczeniach o wypłatach ogłaszanych w Dzienniku Urzędowym Republiki Francuskiej.

Obwieszczenia te określą szczegółowo, że wszyscy posiadacze obligacji pożyczek polskich lub pożyczek gwarantowanych przez Państwo Polskie, będących przedmiotem publicznej emisji we Francji, a wyliczonych w artykule I paragraf B punkty a/ i b/ będą dopuszczeni do uczestniczenia w wypłatach przewidzianych w niniejszym układzie i że podjęcie jakiegokolwiek kwoty z jednej z wypłat częściowych pociąga za sobą dla każdorazowego posiadacza tytułu ostateczne podporządkowanie się warunkom zapłaty przewidzianym w niniejszym układzie.

Artykuł 4.

Zwrot Rządowi Polskiemu tytułów stwierdzających zobowiązania polskie wymienione w artykule I nastąpi w sposób ustalony pomiędzy obydwojma Rządami.

Artykuł 5.

Uwzględniając wykonywanie niniejszego układu, Rząd Francuski nie będzie popierać dochodzenia roszczeń, jakie osoby uprawnione z tytułu wierzytelności wymienionych w artykule I mogłyby podnieść wobec Rządu Polskiego, przedsiębiorstw państwowych lub osób prawnych polskiego prawa publicznego i przedsięwzięcie właściwe kroki dla zaspokojenia tych roszczeń zgodnie z postanowieniami niniejszego układu.

Artykuł 6.

Układ niniejszy nie dotyczy pożyczek dawnych długów publicznych austriackiego i węgierskiego, objętych postanowieniami traktatu w Saint Germain i Traktatu w Trianon.

Artykuł 7.

Układ niniejszy podlega ratyfikacji bądź zatwierdzeniu władz konstytucyjnie właściwych.

Sporządzono w Paryżu, dnia 7 września 1951 r.,
w dwóch egzemplarzach, każdy w języku polskim
i francuskim z tym, że każdy z nich ma tę samą
moc obowiązującą.

Z upoważnienia Rządu Polskiego:

/-/ Zausznica

Z upoważnienia Rządu Francuskiego:

/-/ Charpentier

A C C O R D

entre le Gouvernement de la République Polonaise
et le Gouvernement de la République Française sur
le règlement par la Pologne des créances financières
françaises conclu à PARIS, le 7 septembre 1951.

- - - - -

Afin d'intensifier les relations économiques
réciproques entre la Pologne et la France et désireux
de régler totalement et définitivement les créances
françaises sur la Pologne, le Gouvernement de la Répu-
blique Polonaise et le Gouvernement de la République
Française sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

La somme de Frs:4.200.000.000 /quatre milliards
deux cents millions de francs français/ constitue un
forfait en règlement total, définitif et tel que dé-
terminé par le présent accord, des créances françaises
sur le Gouvernement polonais, les entreprises d'Etat
ou les personnes morales de droit public polonais,
nées avant la guerre de 1939-1945 ou résultant d'accords
conclus pendant cette guerre, ou fondées sur les titres
émis avant le 1er septembre 1939 et mentionnés ci-après.

Cette somme de francs: 4.200.000.000 se répartit
comme suit:

A/ - Frs: 1.008.000.000 pour les créances découlant de
tous les engagements financiers de l'Etat polonais en-
vers le Trésor Public Français contractés avant ou
pendant la guerre de 1939-1945.

B/ - Frs: 2.604.000.000 pour toutes les créances résultant:

a/ des obligations suivantes émises ou garanties par l'Etat polonais:

- Obligations de l'emprunt 4 1/2 % /ex 7% / 1927 /emprunt de stabilisation/ série "C" revêtues de l'estampille imprimée en rouge "tranche française",
- Obligations 7 % 1930 de la Banque de l'Economie Nationale /Bank Gospodarstwa Krajowego/ "tranche française" datées du 1er avril 1930, 2ème émission "S";
- Obligations 4 1/2 % /ex 6 1/2 % / 1931 de la Compagnie franco-polonaise de chemins de fer;

b/ des obligations suivantes:

- Obligations 4 1/2 % 1931 de la Ville de Varsovie "tranche française", datées du 1er juin 1931;
- Lettres de gage 6% 1929 du Crédit Foncier à Varsovie /Towarzystwo Kredytowe Warszawskie/ "tranche française", datées du 15 janvier 1929;

c/ de toutes les obligations émises ou garanties par le Trésor polonais, par les entreprises d'Etat ou par les personnes morales de droit public polonais, autres que les obligations mentionnées aux points a et b ci-dessus, et qui appartiennent à des personnes physiques ou morales françaises à la date de la signature du présent accord.

C/ - Frs: 588.000.000 pour toutes les créances des personnes physiques ou morales françaises sur l'Etat polonais, les entreprises d'Etat et institutions de droit public polonais, fondées sur des marchés de fournitures et de travaux ou des contrats d'avances conclus antérieurement au 1er septembre 1939.

Les frais afférents au règlement des créances ainsi que ceux afférents au service antérieur des obligations mentionnées au paragraphe B, sont compris dans le forfait ci-dessus indiqué.

Les intérêts échus ou à échoir sur ces créances sont et demeurent annulés.

ARTICLE 2.

Le Gouvernement polonais paiera et le Gouvernement français recevra la somme fixée à l'article I par versements semestriels des sommes produites par un prélèvement opéré sur les paiements effectués au titre des importations françaises réalisées dans le cadre de l'accord franco-polonais sur l'échange des marchandises en vigueur au moment du prélèvement.

Après paiement intégral de cette somme, toutes les créances énumérées à l'article I seront complètement et définitivement amorties.

Chaque versement semestriel sera affecté:

- à raison de 24% au paiement de la somme fixée dans l'article I, paragraphe A,
- à raison de 62% au paiement de la somme fixée dans l'article I, paragraphe B,
- à raison de 14% au paiement de la somme fixée dans l'article I, paragraphe C.

Le taux et les modalités techniques du prélèvement seront convenus entre les deux Gouvernements.

ARTICLE 3.

Les conditions du règlement des créances des porteurs de titres énumérés à l'article I paragraphe B seront précisées dans des avis de paiement qui seront publiés au Journal Officiel de la République Française.

Ces avis préciseront que tous les porteurs de titres des emprunts polonais ou des emprunts garantis par l'Etat polonais, qui ont fait l'objet d'une émission publique en France, énumérés dans l'article I paragraphe B points a et b, seront admis aux répartitions prévues par le présent Accord et que l'encaissement d'une répartition quelconque entraînera pour tout porteur de titres adhésion définitive aux conditions de règlement prévues par le présent Accord.

ARTICLE 4.

La remise au Gouvernement polonais des titres constatant les obligations polonaises énumérées à l'article Ier sera effectuée conformément aux modalités convenues entre les deux Gouvernements.

ARTICLE 5.

Sous réserve de l'exécution du présent Accord, le Gouvernement français n'appuiera pas les revendications que les titulaires des créances visées à l'article Ier pourraient soulever contre le Gouvernement polonais, les entreprises d'Etat ou les personnes morales de droit public polonais, et prendra les mesures propres à satisfaire ces revendications conformément aux prescriptions du présent Accord.

ARTICLE 6.

Le présent Accord ne concerne pas les emprunts des anciennes Dettes publiques autrichienne et hongroise, régies par les stipulations du traité de Saint-Germain et du traité de Trianon.

ARTICLE 7.

Le présent Accord sera soumis à ratification ou à approbation des autorités constitutionnellement compétentes.

Fait à PARIS, le 7 septembre 1951.
en deux exemplaires, chacun en langue polonaise et française, chaque texte ayant la même valeur./.

Pour le Gouvernement
Polonais:

/-/ Bausanica

Pour le Gouvernement
Français

/-/ Charpentier